

La naissance du Pakistan

Aminah Mohammad-Arif

Chargée de recherche au CNRS

Fruit de la décolonisation de l'Empire britannique des Indes et de sa partition en 1947, le Pakistan est né dans le sang et les larmes. Comment les prises de position successives des élites hindoues et musulmanes ont-elles pu aboutir aux violents affrontements et aux transferts des populations musulmanes et hindoues lors de la création du Pakistan ? Telle est la question que nous avons posée à Aminah Mohammad-Arif.

Hindous, musulmans et Britanniques

Pour mieux saisir la situation de 1947, il faut remonter en 1885 lorsqu'un groupe de notables, hindous dans leur majorité, réagissant à la présence du colonisateur britannique en Inde, fondent le Congrès national indien. La création de ce parti qui conduira progressivement le pays à son indépendance suscite de vives inquiétudes au sein des élites musulmanes. Celles-ci craignent de voir leur communauté soumise à l'hégémonie hindoue, dans une Inde indépendante au système parlementaire, du fait de la simple arithmétique électorale. Or, les musulmans ont régné sur l'Inde du XII^e au XVIII^e siècles et acceptent mal l'idée d'être bientôt gouvernés par les populations sur lesquelles ils avaient eux-mêmes établi leur domination six siècles durant. Les hindous ont mieux su relever le défi de la colonisation en s'engageant dans des institutions d'enseignement occidental, ce qui leur a conféré un avantage sur les musulmans face aux changements politiques. Or, cet éveil politique des élites hindoues inquiète les Britanniques qui, après avoir d'abord perçu les musulmans comme les principaux ennemis du pouvoir colonial, voient désormais en eux un instrument potentiel pour affaiblir le mouvement nationaliste indien naissant. Aussi les Britanniques se réjouissent-ils de la décision des élites musulmanes de se tenir à l'écart lorsque se crée le Parti du Congrès.

C'est dans un tel contexte que la Ligue musulmane, censée faire contrepoids au Congrès, voit le jour en 1906 sur l'initiative d'un groupe de notables musulmans. Elle se fixe comme objectif de veiller à la protection des droits de ses coreligionnaires. Les Britanniques contribuent à élargir le fossé entre hindous et musulmans en cédant à la demande de la Ligue musulmane d'établir des collèges électoraux séparés pour les deux communautés : ce sont les lois Morley-Minto de 1909. Symbolisant le début d'une séparation politique entre hindous et musulmans, elles marquent un tournant important et lourd de conséquences pour l'avenir.

Jinnah et la théorie des deux nations

Ce n'est pas avant 1930 cependant qu'est émise pour la première fois l'idée d'un État musulman séparé. Le concept naît d'abord dans l'esprit du poète et philosophe, Muhammad Iqbal. Un autre musulman indien, étudiant à Cambridge, Rahmat Ali Chaudhry, reprend cette idée et invente même un nom pour le territoire rêvé par Iqbal : le Pakistan, littéralement « le pays des purs ». Il

forge ce nom à partir des premières lettres composant les provinces situées au nord-ouest de l'Inde britannique : Pa pour Panjab, K pour Kashmir, S pour Sind, auxquelles s'ajoute la dernière syllabe de Baluchistan. Mais c'est l'entrée en scène de Muhammad Ali Jinnah – le futur *Qaid-e-Azam* ou « guide suprême » – qui va donner l'impulsion décisive au projet de territoire séparé. Avocat de formation, Jinnah a commencé sa carrière politique au Congrès mais, marginalisé au sein de ce parti, il se tourne vers la Ligue musulmane dont il prend la tête dans les années 1930, se posant en représentant de la communauté musulmane. Il s'emploie à transformer la Ligue, qui est encore un mouvement embryonnaire, en un parti politique influent. À l'époque, l'objectif de Jinnah et des élites musulmanes ne semble pas être la création d'un État musulman séparé, encore moins celle d'un État islamique, mais uniquement la défense des intérêts économiques, politiques et culturels des musulmans. L'entente paraît encore possible avec le Parti du Congrès, les musulmans de la Ligue ne considérant pas encore comme impossible le maintien de leur spécificité dans une Inde indépendante unie. Mais les élections de 1937 contribuent à creuser l'écart entre le Congrès et la Ligue : elles offrent une large victoire au Congrès dans les provinces à majorité hindoue, ce qui permet non seulement à ce parti d'accéder pour la première fois dans l'Inde britannique à des responsabilités gouvernementales au niveau provincial mais d'exercer en outre le pouvoir sans le soutien de la Ligue. Celle-ci en revanche essuie une défaite cuisante dans ces élections, y compris dans les provinces à majorité musulmane où se sont imposés des partis régionalistes. La Ligue, sous l'égide de Jinnah, change alors sa tactique, et se prononce – en des termes ambigus certes – pour un État musulman séparé par la déclaration de Lahore de 1940. Elle s'appuie sur « la théorie des deux nations », énoncée par Jinnah, en vertu de laquelle hindous et musulmans constituent des civilisations distinctes incapables de cohabiter l'une avec l'autre. Cette vision s'oppose à celle du Parti du Congrès et des quelques leaders musulmans le soutenant, comme Abul Kalam Azad, qui sera le futur et le premier ministre de l'éducation de l'Inde indépendante (1947-1958). Ces derniers considèrent en effet que les différences religieuses entre les hindous et les musulmans ne sont pas telles qu'elles rendent impensable la création d'une union politique laïque dans laquelle les aspects de la culture qui ne pourraient être partagés seraient relégués dans la sphère privée.

Le Mahatma Gandhi qui souhaite à tout prix empêcher la partition tente de parvenir à un accord avec Jinnah, mais sans succès : Gandhi est prêt à lui faire de sérieuses concessions mais une fois seulement que l'Inde aura obtenu son indépendance. Jinnah se méfie et exige des garanties *avant* le départ des Britanniques.

La polarisation des masses

Jinnah est confronté à un autre problème : la Ligue n'attire pour l'essentiel que les élites musulmanes indiennes habitant les régions où leur communauté se trouve en minorité, et ne dispose que d'un soutien négligeable au sein des masses musulmanes. Dans les régions à majorité musulmane, comme le Punjab, le Sind, le Bengale et la Province Frontière du Nord Ouest, les idées séparatistes ne se sont pas encore imposées, loin de là. Pour gagner à sa cause les masses musulmanes, Jinnah, pourtant hautement anglicisé et profondément laïque, joue la carte du sentiment religieux et se lance dans une campagne de propagande centrée sur le thème de « l'islam en danger ! ». Cette stratégie se révèle efficace : aux élections de 1945, le Congrès l'emporte largement dans l'électorat hindou, tandis que la Ligue est plébiscitée par les électeurs musulmans. La polarisation entre les deux communautés s'accroît inexorablement. À cette date pourtant le point de non-retour ne semble pas encore atteint. Un partage du pouvoir entre le Congrès et la Ligue au sein d'une fédération très souple, ainsi que le souhaite Jinnah, permettrait peut-être encore d'éviter la partition. Mais les leaders du Congrès qui nourrissent à l'égard du leader de la Ligue une profonde méfiance ne l'entendent pas de cette oreille et refusent de se plier à ses exigences.

Affrontements, violences et transferts de population

Le Congrès et la Ligue s'affrontent de nouveau en mai 1946 lors des négociations avec les Britanniques sur la composition d'un gouvernement intérimaire qui assurerait la période de

transition avant l'indépendance totale. Jinnah, croyant à tort avoir l'aval des Britanniques, réclame la parité absolue entre représentants du Congrès et ceux de la Ligue alors que les musulmans ne représentent que 24 % de la population totale. Furieux de constater que les Britanniques ne le soutiennent pas, Jinnah a recours à une autre arme : la mobilisation des masses. Il annonce une journée d'action directe pour le 16 août 1946 qui tourne, contrairement à son attente, à la tragédie : à Calcutta, c'est l'émeute entre les hindous et les musulmans qui fait des milliers de morts, en majorité des musulmans, en quelques jours. Les affrontements intercommunautaires gagnent plusieurs régions du pays tandis que l'impasse politique est totale.

Incapables de maîtriser la situation, les Britanniques décident alors de précipiter leur départ. Initialement prévu pour juin 1948, il est avancé en août 1947. Londres nomme un nouveau vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, qui débarque en mars 1947. Il tranche dans le vif, consacrant la division de la péninsule en deux Dominions, le Pakistan et l'Union indienne, officiellement créés le 14 et le 15 août respectivement. Le Sind, la Province Frontière du Nord Ouest et le Baloutchistan sont rattachés dans leur intégralité au Pakistan, tandis qu'une commission, présidée par le juge britannique Sir Cyril Radcliffe, procède hâtivement à la délimitation de la frontière au Punjab et au Bengale.

Le problème est particulièrement épineux au Punjab où cohabitent hindous, musulmans et sikhs. Chacun cherche à gagner l'un ou l'autre côté de la frontière en fonction de son appartenance religieuse : hindous et sikhs fuient vers la partie indienne du Punjab tandis que les musulmans rejoignent le Pakistan ; un tiers d'entre eux restera néanmoins en Inde. Tous sont contraints d'abandonner précipitamment biens et propriétés. Des déplacements de population de moindre ampleur se produisent dans les autres régions du sous-continent indien : un million et demi de musulmans notamment, originaires surtout de la plaine gangétique, quittent l'Inde pour le Pakistan. Entre 1947 et 1950, c'est un total de quatorze millions de personnes qui sont forcées à émigrer dans un sens ou dans l'autre. Ces transferts de populations à grande échelle, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, s'accompagnent d'une violence inouïe : près de cinq cent mille morts en quelques mois.

La douloureuse naissance du Pakistan a provoqué un traumatisme durable de part et d'autre de la frontière. Fruit de la politique coloniale britannique et de la confrontation entre élites, la partition demeure vivace dans les mémoires et ses effets se font ressentir aujourd'hui encore. Elle continue de peser sur les relations entre l'Inde et le Pakistan encore caractérisées par de vives tensions.

La question du Cachemire

Les deux voisins se sont en effet déjà affrontés à plusieurs reprises. Une première guerre les oppose en 1948 sur la question du Cachemire, cette région frontalière et hautement stratégique qui reste à ce jour la principale pomme de discorde entre les deux pays. Lors de la partition, le maharajah hindou du Cachemire, Hari Singh, qui règne sur une majorité de musulmans, doit opter, comme tous les États princiers, pour l'Inde ou pour le Pakistan. Le maharajah qui rêve d'indépendance hésite à rejoindre l'Inde jusqu'à ce que les choses se précipitent en octobre 1947 : des troupes armées pathanes venues du nord-ouest soutiennent une rébellion dans la région de Poonch envahissent le Cachemire. Hari Singh fait appel à l'Inde qui lui assure son soutien à condition qu'il accepte le rattachement à l'Inde. Il est entendu que ce rattachement doit être confirmé par un plébiscite. Mais c'est alors que l'armée pakistanaise pénètre officiellement au Cachemire provoquant une guerre avec l'Inde. Celle-ci se conclut en janvier 1949 sous l'égide de l'ONU par un accord de cessez-le-feu. Le Cachemire est divisé en deux, le tiers nord – *Azad Kashmir* ou Cachemire libre – passe sous contrôle pakistanaise, les deux-tiers sud – *Jammu-et-Cachemire* – sous contrôle indien. La question ne sera pas résolue pour autant, le problème du Cachemire provoquant une deuxième guerre entre l'Inde et le Pakistan en 1965. Le Pakistan considère que cette région à majorité musulmane lui revient de droit. New Delhi estime que la légalité est de son côté. En tant qu'État laïque, l'Inde ne saurait admettre qu'une partie de son territoire soit revendiquée sur une base religieuse. Aussi a-t-elle toujours refusé d'organiser le référendum préconisé par l'ONU. Depuis le début des années 1990, le Cachemire est le théâtre

d'affrontements, qui ont fait officiellement quarante mille morts, entre des groupes séparatistes et les forces de sécurité indiennes. En 1999, une mini-guerre a même opposé de nouveau l'Inde au Pakistan, devenus tous deux entre-temps des puissances nucléaires. C'est donc toute la stabilité de la région qui se trouve aujourd'hui menacée en raison de ce conflit larvé au Cachemire.

La naissance du Bangladesh

Le Cachemire seul n'aura cependant pas été l'unique raison des guerres entre l'Inde et le Pakistan. Les deux voisins s'affronteront également en 1971 lors de la « seconde partition » du sous-continent indien qui voit la naissance du Bangladesh. Le Bengale oriental de l'Empire britannique des Indes a en effet été inclus dans le jeune État pakistanais après la partition et s'appelle désormais le Pakistan oriental. Plus de 1700 km le séparent du Pakistan occidental. Il compte davantage d'habitants que l'aile occidentale – 41,9 millions contre 33,7 millions en 1951 – ce qui supposerait une représentativité équivalente, voire supérieure, dans les institutions de la jeune nation pakistanaise. Or les dirigeants du Pakistan occidental n'entendent pas partager équitablement le pouvoir avec les Bengalis. Ces derniers ont également le sentiment que leur spécificité culturelle et linguistique est menacée au sein du nouvel État pakistanais, et voient d'un œil de plus en plus inquiet l'exploitation économique de leur province par le Pakistan occidental. Une protestation s'organise, sous l'égide du parti régionaliste, la Ligue Awami. Lors des élections nationales de 1970, cette dernière emporte une large victoire. Refusant le verdict des urnes, Islamabad lance une offensive meurtrière contre le Pakistan oriental qui pousse quelque dix millions de Bengalis à se réfugier en Inde. New Delhi intervient, envahissant le Pakistan oriental, et parvient à repousser l'offensive d'Islamabad. C'est la sécession et la naissance du Bangladesh en décembre 1971. Cet événement n'est pas seulement symptomatique des guerres endémiques entre l'Inde et le Pakistan ; il témoigne surtout des difficultés du Pakistan, dès ses origines, à gérer le pluralisme ethnique.

Enfin, la douloureuse naissance aura également des conséquences sur la définition de l'identité nationale de la jeune nation pakistanaise. Face aux souffrances et aux pertes infligées par la partition, il est impossible pour les fondateurs du Pakistan d'ignorer la question religieuse. Pourtant le « pays des purs », qui deviendra bientôt une république islamique, a été paradoxalement créé par une élite occidentalisée et laïque dont l'objectif initial était non pas l'établissement d'un État islamique mais celui d'un État démocratique où les musulmans verraient leurs droits garantis. Les partis religieux en Inde avant la partition ne s'y étaient pas alors trompés et s'étaient longtemps opposés au projet de la Ligue.

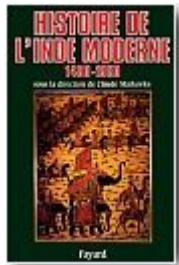
Aussi les difficultés auxquelles est aujourd'hui confronté le Pakistan plongent-elles pour grande partie leurs racines dans cette naissance au forceps.

Aminah Mohammad-Arif

Juin 2002

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950
Claude Markovits
Fayard, Paris, 1994



Le Pakistan
Sous la direction de Christophe Jaffrelot
Fayard, Paris, 2000



Le mouvement nationaliste et la décolonisation de l'Inde
Claude Markovits
In Historiens et géographes, n° 353, pp. 227-238
juin-juillet 1996



La partition de l'Inde
Claude Markovits
In Transeuropéennes, n° 19/20, hiver 2000-2001, pp. 65-79